

Ce qui, à mon avis, doit être réécrit dans la base commune

Le vote pour la base commune de discussion a exprimé la volonté que notre congrès décide des changements qui permettraient un redressement du PCF. Cette volonté rassemble, on peut l'admettre, tous les communistes. Il s'agit maintenant de la traduire dans un texte qu'elles et ils approuveront, au moins majoritairement, et qui définira l'orientation politique de leur parti.

Pour construire ce texte majoritaire, Pierre Laurent, lors de la réunion du Conseil national des 13 et 14 octobre, a identifié cinq thèmes sur lesquels il convient de poursuivre la discussion et d'amender la base commune (voir *Communiste* du 17 octobre). Certains de ces thèmes nécessitent un travail d'amendements « classique » pour le préciser et l'améliorer. Mais, sur plusieurs questions, de véritables réécritures sont à mon avis nécessaires.

Il en est ainsi en premier lieu de notre statut de Parti communiste français, au regard de notre histoire, que nous assumons, ainsi que de notre vision de ce que nous nommons « communisme ». En quelques mots : nous avons longtemps adopté, avec tous les partis communistes, la conception léniniste de la révolution ; elle n'est plus la nôtre ; nous en avons une autre.

Or, je crois lire dans plusieurs formulations de la base commune des retours en arrière. Ainsi, il est inexact d'indiquer que « *les directions successives du PCF* » n'ont pas procédé à « *une analyse approfondie* » après la disparition de l'URSS (page 7, lignes 7, 8) et qu'en somme, il conviendrait de s'y mettre. Cette analyse a été effectuée. Pas par les seules « *directions* » mais au travers de larges confrontations d'idées entre les communistes qui ont débouché sur des décisions collectives qui constituent le socle de la personnalité actuelle de notre parti. Et elle n'a pas été faite après la chute de l'URSS, mais dès les années 70 lorsque nous nous sommes émancipés du marxisme-léninisme et du « modèle » soviétique après l'abandon de la dictature du prolétariat. Lors de chacune des étapes de ce cheminement, fait d'innovations et de ruptures, des camarades n'ont pas été d'accord. Mais, en majorité, les communistes ont décidé de poursuivre ce processus. Je pense que, pour devenir le texte d'orientation qui les rassemble, la base commune doit être débarrassée de toute formule régressive.

Je précise. Il me semble que devraient être réécrits le paragraphe page 7 lignes 4 à 13 où il est question à propos de l'URSS de « *tentative de révolution... qui a finalement été défaite* » (Par qui ? Les causes ne sont pas internes ?) ; les lignes 41 à 45 de la page 10 où sont évoquées « *l'édification de l'URSS à partir d'une Russie arriérée* » et de « *terribles dérives du système soviétique* » (Tout s'expliquerait par l'arriération et le stalinisme se réduirait à de « *terribles dérives* » ?) ; le paragraphe page 14 lignes 37 où est demandé « *un bilan communiste de ce qu'a représenté l'Union soviétique* » (Un « *bilan communiste* » ? Globalement positif ? Pitié !) ; ainsi que la référence page 18 ligne 18 au « *marxisme vivant* » (C'est quoi ? Va-t-on renouer avec une « *philosophie officielle* » ?) ainsi que le paragraphe page 22 lignes 31 à 38 où l'œuvre de Marx est évoquée de façon très discutable et où est indiqué « *qu'il a montré la nécessité de l'existence de partis communistes* » alors que ceux-ci n'existaient pas à son époque.

Nous ne sommes pas obligés de revenir lors de chacun de nos congrès sur les questions du soviétisme, du léninisme et du stalinisme pour traiter de notre conception du communisme. Mais si on en ressent le besoin, faisons-le. Il peut être utile de revenir, dans ce cas dès le début du texte, sur ce que le PCF considère comme essentiel pour lui même. Le préambule, pages 3, 4 et 5 y

gagnerait en force. Dans sa rédaction actuelle, sa plus grande part, de la page 4 à partir de la ligne 10 et toute la page 5 devrait être supprimée. En effet, il s'agit d'une partie où les initiateurs du texte alors alternatif expliquent pourquoi les communistes doivent à leurs yeux se prononcer en sa faveur. Ces considérations n'ont évidemment plus lieu d'être. Le « nous » qui rédige n'a plus à exposer les reproches qu'il fait à la proposition du CN (p. 4, l. 10 sq.) – elle n'existe plus. Il n'a pas à espérer que son texte sera choisi comme base commune (p. 5, l. 14) – c'est fait.

En revanche, le début du préambule, qui expose pourquoi « *notre 38e Congrès est vital* » (p. 3 et p. 4, l. 1 à 9) gagnera à être maintenu. On discutera sans doute les appréciations qu'il formule, mais, comme je l'ai indiqué, on peut aussi l'enrichir considérablement en exposant ce qui constitue le cœur et le moteur du projet communiste. Lorsque nous avons abandonné ce qui était au centre de notre conception du socialisme et du communisme, la dictature du prolétariat, nous avons estimé que « *la démocratie, la liberté, c'est désormais le terrain essentiel de la lutte des classes* ». Je ne sais pas s'il faut reprendre mot pour mot cette formulation du 22e Congrès de 1976, mais il me semble que nous gagnerions à donner, dès le début du texte, une importance primordiale à cette question du « Qui décide ? ». Cela, à l'heure où la démocratie et les droits humains sont ouvertement remis en cause par le néolibéralisme et où l'exigence de décider de son propre destin est l'exigence majeure des individus. La base commune traite de cette question dans le corps du texte lorsqu'est décrit, page 10, ce qu'est le fond du projet communiste, et à la page 13 lignes 8 à 33. On peut, à mon avis, développer et donner plus de force, dès le départ, à ces considérations qui risquent d'être « noyées ».

La deuxième question qui, de mon point de vue, nécessite une réécriture est le premier chapitre de la base commune, « *Un bilan critique* », ainsi que les conséquences qui s'ensuivent pour notre politique de rassemblement. Le texte n'examine les évolutions de la France et du monde qu'à partir du chapitre 2 et débute donc par un bilan de l'action du PCF à partir de 2002. Ce choix conduit à une vision autocentrée de la situation du Parti et à considérer les résultats de ses décisions prises durant ces quinze dernières années, ainsi séparées de leur contexte, comme des « *échecs successifs* » (p. 6, l. 4) dus aux « *choix politiques initiés par nos principaux dirigeants* » (p. 7, l. 1, 2). On peut noter à ce propos que deux éléments trouvent grâce aux yeux des rédacteurs : le fait que nous avons « *poussé le PS à bouger* » (ah bon ?) quand Hollande a déclaré : « *Mon ennemi, c'est la finance* » (p. 6, l. 27), et la décision d'une « *campagne sur le coût du capital* » (p. 6, l. 32). Par bonheur, les initiateurs de cette initiative sont précisément les camarades de la direction nationale qui ont signé ce texte.

Bref, cette partie ressemble davantage à un règlement de comptes entre dirigeants qu'à une analyse sérieuse de nos échecs. Elle ignore notamment que les orientations stratégiques du Parti de ces dernières années n'ont pas été décidées par un noyau de dirigeants nationaux n'ayant qu'une idée en tête, l'effacement du Parti, mais qu'elles ont fait l'objet de longues et profondes discussions entre les communistes, et de décisions de leurs congrès. Pour ne citer que la dernière période, ne traiter du Front de gauche que pour souligner qu'« *il n'a pas su offrir une alternative radicale et crédible à toute la gauche* » (p. 6, l. 28 sq.) et qu'« *il s'est transformé en machine électorale d'un candidat promu par le sommet du Parti* » (p. 6, l. 25) est caricatural. La fin du Front de gauche pose d'autres questions, plus profondes, d'autant plus que cette initiative, dont nous avons été à l'origine et dans laquelle les communistes se sont fortement et durablement investis, a suscité beaucoup d'espoirs. Cet échec doit être analysé dans le contexte de l'évolution de la gauche politique et sociale, travaillée tout à la fois par le social-libéralisme, le populisme et des formes inédites d'engagement et d'intervention, et par la logique de plus en plus installée du présidentielisme. Je pense que cette analyse, qui peut être faite de façon plus lucide et plus sérieuse,

doit nous conduire à concevoir une stratégie nouvelle en vue du rassemblement des forces transformatrices et de la gauche.

Cette question d'une « *nouvelle stratégie de rassemblement et d'union populaire* » est traitée au chapitre 5, pages 17 à 19. L'objectif du PCF d'un « *rassemblement majoritaire, dont le contenu soit à la hauteur pour transformer réellement l'ordre existant* » (p. 5, l. 8 à 10) est réaffirmé. Mais, s'appuyant sur l'analyse introspective unilatérale du bilan de notre action, la base commune trouve dans l'affirmation volontariste du Parti partout et en toute circonstance la solution à tous les problèmes et n'aborde qu'ensuite l'analyse de la recomposition politique – qui est le problème majeur auquel nous sommes confrontés et devrait être le point de départ de notre réflexion pour définir des initiatives adaptées. Ainsi, privée de cette analyse, la seule initiative envisagée est « *une campagne permanente sur le coût du capital* » (p. 19, l. 45), « *transversale à nos différentes batailles communistes, sociales comme sociétales* » (p. 19, l. 51, 52), lesquelles batailles, « *dans une stratégie du PCF comme vecteur du rassemblement et de l'unité populaire contribueraient à construire le socle nécessaire au redressement de notre influence et de nos forces organisées* » (p. 19, l. 53 à 55). Doit-on crier : « Eurêka » ?

Cette partie fourmille d'expressions telles que : « *il s'agit de faire prendre conscience...* » (p. 17, l. 52), « *il est essentiel d'être présents...* » (p. 18, l. 25), « *menons la bataille sur nos idées...* » (p. 18, l. 38), « *il nous appartient de...* » (p. 18, l. 49). On a parfois l'impression que le texte propose de construire les rassemblements auxquels nous voulons contribuer autour du PCF, grâce à l'action de ses militantes et militants popularisant ses propositions, alors que nous avons abandonné cette idée depuis longtemps. Pour permettre aux rassemblements de se donner des contenus avancés, « *qui d'autre que le Parti communiste peut assumer ce rôle, alors que les idées dominantes pèsent tant, jusque chez tous nos partenaires de gauche ?* » (p. 18, l. 11 sq.) demande le texte. Et comme, dans les chapitres précédents, ce sont essentiellement nos propositions économiques qui sont mises en valeur, on parle de « *viser des objectifs sociaux audacieux* » (p. 18, l. 8), en oubliant tous les autres. Il me semble vraiment que nous ne sommes pas au bout de la réflexion avec une telle conception qui, à son corps défendant, joue au fond « petit bras ». Nous sommes confrontés, après l'échec du Front de gauche, à un devoir d'invention. Les élections européennes, avec Ian Brossat, peuvent être le baptême du feu d'une nouvelle démarche et d'une nouvelle initiative politiques unitaires. Je pense que le congrès a les moyens de les décider.

Mes dernières remarques et suggestions de réécritures tiendront en quelques mots : elles ne nécessitent pas d'argumenter, tant elles me paraissent aller de soi.

Je viens d'évoquer la place de l'économie dans la base commune. Elle est écrasante et, du coup, les énormes défis auxquels nous sommes confrontés, s'ils figurent bien dans le texte, sont fortement minorés. Je pense bien sûr à la crise climatique, à la lutte contre le patriarcat, aux migrations, au barrage à dresser contre les fanatismes, le racisme, l'antisémitisme, à la révolution numérique, aux problèmes bioéthiques... Nous avons, ces derniers mois, organisé de multiples initiatives, sur ces questions et sur d'autres. Il ne doit pas être difficile d'enrichir le texte de leurs apports.

J'ai aussi évoqué l'Europe. Il n'est pas imaginable de laisser en l'état un texte où est affirmé à son propos que « *des camarades pensent qu'on ne peut pas la transformer et qu'il faut affirmer le droit pour chaque nation de désobéir aux traités jusqu'à sortir de l'Union européenne si nécessaire pour respecter la souveraineté populaire* » ! (p. 16, l. 7 sq.) Cela d'autant plus qu'on admet que « *nous ne pourrions sans doute pas trancher ces questions au prochain congrès* ». (p. 16, l. 34) Mais si, il faut trancher ! Allons-nous mener une campagne pour les élections européennes en disant qu'on ne sait pas si le PCF est favorable au « Frexit » ou non ? Et cela, alors que nous sommes au clair sur cette

question, que nous sommes à l'origine de plusieurs initiatives de rassemblement des forces de gauche et progressistes européennes et que nous n'avons pas à « inventer » notre position ? Enfin, concernant le monde, les questions posées par les migrations massives à venir et par la poursuite de guerres et de massacres de plus en plus abominables est peu traitée. Le texte souligne qu'« *un nouveau type de multilatéralisme se cherche* » (p. 15, l. 11) et propose de « *construire un nouvel internationalisme* » (p. 15, l. 18). Mais il semble en déduire la nécessité d'« *un rapprochement, une nouvelle alliance, avec les pays en développement et émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Mexique, Turquie, etc.)* »... Je ne commente pas, il y a là également, à l'évidence, quelques réécritures nécessaires.

Olivier Dartigolles, fédération des Pyrénées-Atlantiques.